# Dupont-Aignan veut soumettre les imams de France à un questionnaire de “compatibilité républicaine”

03/09/2016 à 17h59

**Prenant modèle sur Napoléon et les juifs, le candidat souverainiste Nicolas Dupont-Aignan entend soumettre les imams à un questionnaire de “compatibilité républicaine”.**

« Assimilation et réconciliation » seront les maîtres mots de la rentrée politique de Nicolas Dupont-Aignan, dimanche à Aubervilliers. Devant ses partisans, le président de Debout la France ménagera un temps fort de sa prise de parole en proposant aux musulmans de France un pacte d’assimilation. Originalité : il s’inspire du questionnaire de Napoléon aux Juifs de France en 1807 (*).

« *Si je suis élu, les imams de France devront répondre par l’affirmative à un questionnaire en 10 points montrant qu’ils se plient aux lois de la République. Faute de quoi, ils n’auraient pas le droit de prêcher*», explique-t-il au Point.fr.

Deux cent dix ans plus tard, Dupont-Aignan adapte ce questionnaire aux imams musulmans en leur demandant d’approuver « l’égalité entre les hommes et les femmes », « l’acceptation d’un examen gynécologique par un médecin de sexe masculin », « l’approbation de la liberté de changer de religion ou de ne pas en avoir », « la reconnaissance de la liberté d’expression », « l’acceptation de la liberté pour une femme musulmane de ne pas porter le voile », etc. L’interdiction du burkini et du voile à l’université n’échappe pas à ce questionnaire.

« *Les catholiques et les juifs se sont soumis à la République. Il n’y a aucune discrimination à demander aux musulmans d’en*

*faire autant. C’est même les respecter que de vouloir les assimiler. Il faut rendre un service aux musulmans français en les soustrayant à la pression salafiste.* ***Mais je ne suis pas un identitaire pour autant*** *, se défend Nicolas Dupont-Aignan, car on ne réconciliera pas certains musulmans avec la France si on ne leur offre comme perspective qu’un petit boulot chez McDo. Il faut susciter un désir de France, donc un projet. » C’est l’autre volet de son programme : une relance économique qui, jure-t-il, doit permettre la « relocalisation d’un million d’emplois en France ». […]*